

N° 110. Janvier 2003.

Angoisses et espoirs

À d'intenses inquiétudes se mêlent depuis un mois, pour le continent africain, quelques lueurs d'espoir.

L'angoisse maximale est en Côte d'Ivoire. Nous y reviendrons longuement. Un scénario sans doute imprévu place ce pays en suspension, au-dessus d'un gouffre dont il est difficile de mesurer la nature (syndrome rwandais ? congolais ? centrafricain ? libérien ?) et la profondeur (le nombre et l'étendue des possibles massacres).

La France, qui a des responsabilités dans cette impasse (on les déduit plus qu'on ne les voit, car elles relèvent du registre inavouable des "coups tordus" françafricains), se trouve sans l'avoir voulu dans la position d'ultime passerelle. Elle aussi a désormais beaucoup à perdre, et n'a donc, cette fois, guère d'autre solution que d'être "vertueuse" : peser au maximum pour une solution politique. La "guerre totale" à laquelle aspirent les deux camps aurait un coût incalculable en vies humaines.

Les fanatiques de l'ivoirité ont montré ce qu'ils étaient capables de faire en massacrant 120 "étrangers" fin novembre, lors d'un raid avec des mercenaires. Quant aux rebelles, au financement mafiafricain, ils ont craqué une allumette dans une forêt déshydratée : nous ne miserions pas un centime sur le fait que leur priorité soit la nôtre, éviter la flambée des pogromes. Pour eux, la victoire et le pouvoir sont plus importants. Quitte à dénoncer ensuite les criminels. Mais les victimes ne seraient plus là pour applaudir leur discours...

C'est pourquoi nous avons pris l'initiative de rédiger un appel, *Côte d'Ivoire : prévenir le pire* (p. 2). Signé par un rassemblement inédit d'associations françaises, il demande entre autres à la France de prendre la mesure de la situation, d'assumer les responsabilités qui en découlent, et d'impliquer au maximum les Nations unies (elle l'a bien exigé des USA à propos de l'Irak...).

Certains s'étonneront que nous requérions un pompier pyromane. Mais, dans l'immédiat, c'est le seul à avoir de l'eau. Il semble aussi que les clivages se creusent dans le village franco-africain : certains, obligés de jouer les pompiers dans des conditions de plus en plus risquées, en auraient assez des pyromanes invétérés – aussi à l'œuvre en Centrafrique.

Ce sont ces clivages qui autorisent le pilonnage incessant des positions pasquaiennes, et qui laissent filtrer de sérieux agacements à propos du régime sanglant de Brazzaville.

Sans ces clivages, Élisabeth Borrel, ses soutiens dans le monde judiciaire et les enquêteurs de *90 minutes (Canal+)* n'auraient pu faire éclater la vérité sur le « suicide » du juge Bernard Borrel, en 1995 à Djibouti : un assassinat maquillé, commandité par le complexe mafieux franco-djiboutien – co-animé par l'actuel président Guelleh.

Si les truquages de l'instruction, qui évoquent ceux de l'affaire Dreyfus, ont su obtenir la complicité de tant de magistrats et auxiliaires de justice, c'est, nous en sommes convaincus, que les responsabilités dans cet homicide remontent très haut à Paris. Le formidable combat d'Élisabeth Borrel fera peut-être tomber l'un des pans les plus odieux de la Françafrrique – bien au-delà de Djibouti.

Ajoutons que les élections à Madagascar se sont déroulées dans le calme, confortant le choix populaire en faveur de Marc Ravalomanana (malgré les assauts de propagande sophistiquée des partisans de l'ancien dictateur Didier Ratsiraka) ; et que deux accords de paix ont été signés, concernant le Burundi puis le Congo-Kinshasa. Ces accords sont extrêmement fragiles. Mais Burundais et Congolais sont prêts à s'accrocher au moindre espoir de paix. Ce ne sont pas eux qui conseilleront aux Ivoiriens de préférer la guerre.

SALVES

Priorité à la politique

« Nous sommes tellement mélangés que si la guerre civile éclate, nous serons tous morts », observe une Ivoirienne citée par *Le Parisien* (13/12/2002). À propos de cette guerre, que les enflammés des deux bords voudraient inéluctable, le quotidien a ce commentaire sobre et judicieux : elle « sera [...] très meurtrière et laissera des traces terribles. Quel que soit le vainqueur. Elle mettra à vif des divisions ethniques [...] ou religieuses. »

Tous ceux qui sont allés récemment à Abidjan ou dans certains villages de l'intérieur confirment qu'est amorcée le quatrième type d'armes de destruction massive (après les nucléaires, chimiques et bactériologiques) éprouvé en 1994 au Rwanda : transformer, par un cocktail de haine et de peur, des jeunes désœuvrés en miliciens prêts au pire, et des pans de la population civile en « nettoyeurs ethniques ».

Amorcée ne veut pas dire mise en œuvre. Le pire n'est pas certain à l'heure où nous bouclons ces *Billets*. Il n'empêche : on a l'impression de voir deux trains de voyageurs sur une voie unique, fonçant l'un vers l'autre. Certains Ivoiriens appuient de toutes leurs forces sur les freins, tentant de dissuader leurs compatriotes de se laisser intoxiquer par la propagande fratricide. Mais cela risque fort de ne pas suffire sans appuis extérieurs.

Regroupés dans la CEDEAO, les pays ouest-africains ont étalé leurs divisions et leur impuissance. Les soutiens chiraquiens du tyranosaurus togolais Eyadema ont cru bon de favoriser le choix de ce dernier comme médiateur. L'échec était prévisible. Il est caricatural, et le retard ainsi pris pourrait s'avérer tragique. Il n'y a pas d'issue à la confrontation actuelle sans un traitement au fond des questions de la citoyenneté et de la non-confiscation du pouvoir par un Président-monarque. Bref, sans fonder politiquement ce qui n'a été trop longtemps été qu'un « État franco-africain ¹ ». Il est difficile d'imaginer plus incompetent qu'Eyadema à cet égard.

Restent la France et son armée. Hantées par le génocide de 1994 au Rwanda, elles ont cette fois joué comme par réflexe l'interposition, hésitant sur la conduite à tenir après le coup d'État manqué du 19 septembre. Mais cette posture est d'autant moins tenable que les relais militaires africains se dérobent et que, sur le terrain, les va-t'en-guerre vont multiplier les provocations. Paris ne peut donc que presser au maximum en faveur d'une solution politique.

Voici quelques années, cela aurait été facile : il suffisait de tenir un conclave à Paris entre les parties prenantes, presque toujours branchées sur la Françafrrique. Mais celle-ci a trop multiplié les scandales. Sa dénonciation n'est pas le monopole des victimes : des politiciens sans scrupules peuvent aussi s'en emparer pour empêcher qu'on les contraigne à la modération.

Les rebelles sont portés par l'indignation d'une partie des habitants de la Côte d'Ivoire face à la mobilisation "ivoiritaire", odieuse et criminelle. Ils disposent très probablement d'une supériorité militaire. Rien ne les sépare donc du pouvoir que l'armée française

et leur hésitation devant le bain de sang qui entacherait leur victoire, même si d'autres le perpétrent. Pour le moment, cette hésitation semble ténue, et ils concentrent leur offensive médiatique sur la faible légitimité de la présence française.

Cela risque de pousser davantage Paris du côté du régime Gbagbo, et de son idéologie insupportable. La victoire de cette dernière embraserait le Sahel. Encore une fois, la France n'a d'autre issue, pragmatique et honorable, qu'un traitement politique et public de la crise. Une voie inhabituelle, étroite, risquée.

1. Selon l'expression de l'africaniste Jean-Pierre Dozon. Cf. son article dans *Les Temps modernes*, n° 620, 11/2002.

Appel Urgent
(publié le 12 décembre 2002)

Côte d'Ivoire : prévenir le pire

En Côte d'Ivoire, dans un contexte d'instrumentalisation de la xénophobie (« l'ivoirité »), sur fond de crise économique provoquée par un pillage multiforme (interne et externe), une rébellion armée a précipité la radicalisation des stratégies politiques. Cette radicalisation mise sur des clivages Nord-Sud et/ou Islam-Christianisme, qu'elle provoque puis avive. Les Ivoiriens sont sommés de s'enrôler dans un camp ethnique ou religieux. Les « tièdes » sont soupçonnés de trahison. À Abidjan, les faucons du régime, apparemment en position dominante, fourbissent une arme aux effets incalculables, « expérimentée » à grande échelle en 1994 au Rwanda : cultiver l'hystérie par les médias de la haine, enrôler la jeunesse dans des mouvements susceptibles de se muer en milices d'« autodéfense », avec l'appoint d'« escadrons de la mort ». Dans le Nord, des informations crédibles ont fait état d'exécutions extrajudiciaires de fonctionnaires « loyalistes ». Les extrémistes de chaque faction rêvent d'imposer militairement leur suprématie, rompent une trêve fragile dès lors que faiblirait la volonté d'interposition de la communauté internationale – représentée principalement, de facto, par les pays ouest-africains et la France.

Le monde se souvient, ou devrait davantage se souvenir, de l'horreur de 1994 au Rwanda, quand un mélange de haine, de peur et de contrainte a enrôlé plus d'un million de personnes dans le massacre d'environ 800 000 autres, leurs voisins. Il n'est pas possible que l'humanité accepte ce risque pour la Côte d'Ivoire, même à une échelle moindre. Un embrasement de la guerre civile ferait courir le risque d'innombrables pogromes, et d'un engrenage mimétique des atrocités. Les organisations et les personnalités soussignées décident de coaliser leurs volontés pour tenter d'épargner le pire. Elles demandent que le Conseil de sécurité des Nations unies soit saisi au plus tôt, par les États qui en ont le pouvoir, pour :

- condamner avec la plus grande fermeté toute tentative de relance des hostilités, la crise actuelle n'ayant d'issue possible que politique, en particulier sur les questions de citoyenneté, de démocratie et de justice ;
- décréter un embargo sur les livraisons d'armes, interdire l'emploi de mercenaires, condamner le recrutement d'enfants-soldats, lancer une enquête sur le financement et l'armement des rébellions ;
- exiger la fermeture immédiate des médias de la haine ;
- menacer de déférer les propagandistes de l'ethnisme, les recruteurs de milices, les commanditaires d'escadrons de la mort et les autorités qui les tolèrent devant la Cour pénale internationale.

La France, par l'étroitesse de ses relations avec la Côte d'Ivoire, a une responsabilité toute particulière. Elle dispose de nombreux moyens, y compris la saisine du Conseil de sécurité, pour enrayer l'engrenage mortifère. C'est une question de volonté et de priorité politiques. Se trouvant de fait au cœur du processus d'interposition, elle ne peut le désertir tant que n'est pas mis en place un dispositif suffisant pour empêcher un drame qui peut encore être évité. Elle ne peut rééditer le départ précipité des troupes de son opération Amaryllis, en avril 1994 au Rwanda – contribuant alors à abandonner toute une population au déferlement génocidaire.

Les organisations et personnalités soussignées s'engagent et invitent à soutenir toutes les expressions d'un langage de paix, de citoyenneté et de dialogue en Côte d'Ivoire. Elles encouragent les Ivoiriens à propager un message de résistance à la logique du clivage ethnique et religieux, à l'enrôlement des civils dans une guerre fratricide (certains le font déjà, avec beaucoup de courage, sans recevoir un écho suffisant). Elles invitent à la diffusion d'un slogan du genre : « La haine ne passera pas par moi ». Chaque Ivoirien, personnellement et dans ses multiples formes de relations sociales, peut contribuer à désamorcer cette arme, à l'exemple des responsables des différentes communautés de Bouaké qui ont brisé le cycle de représailles en instaurant des groupes de vigilance conjointe.

Parmi les premiers signataires : Afrique Verte, Agir ici, Aircrige, Antenne Foi et Justice Afrique-Europe de Paris, ATTAC, CADTM-France, CCFD, Cedetim, Cimade, Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), Coordination Sud, FIDH, Frères des Hommes, Oxfam-Solidarité (Belgique), Prévention Génocides, Ritimo, Survie, Terre des Hommes France.

Et un afflux de signatures d'associations, de personnalités, de simples citoyens...

Signalons aussi un remarquable *Appel des intellectuels africains sur la Côte d'Ivoire*, qui connaît un beau succès, en qualité et en quantité.

Fauteurs de guerre

Nous avons évoqué le mois dernier les armes basiques du régime Gbagbo : les médias de la haine, des « escadrons de la mort » (que beaucoup disent directement reliés au Palais présidentiel), l'enrôlement milicien des jeunes – mobilisés par le « général de la jeunesse », Charles Blé Goudé. Les pressions internationales empêchent encore ces armes de donner à plein. Elles ne suffiront pas de toute façon si la guerre reprend.

Alors, le pouvoir ivoirien compte sur la sympathie du régime angolais (l'un des bourreaux du Congo-Brazzaville) : les partis de Gbagbo et de Dos Santos sont tous deux affiliés à l'Internationale socialiste. L'Angola fournit des instructeurs. Il a servi de relais pour l'acquisition d'armes russes – dont des hélicoptères de combat, connus pour « arroser » aussi les civils. Le régime d'Abidjan bénéficie également des services de conseillers et de vendeurs d'armes israéliens. (*La Lettre du Continent*, 28/11/2002 ; *Jeune Afrique/L'Intelligent*, 08/12/2002).

Avec une armée largement débandée, en partie séduite par l'aura des chefs rebelles, Laurent Gbagbo a cru se rassurer en embauchant des mercenaires français, sud-africains, ukrainiens et biélorusses. Lesquels se voient en train de « sauver un président démocratiquement élu » (cf. *À Fleur de presse*). Leur présence permet quelques percées des soldats « loyalistes ». Celle du 29 novembre à Monoko-Zohi a eu des airs de répétition générale. Quelque 120 habitants d'origine étrangère ont été massacrés. Selon les villageois, « de jeunes Baoulés du village, dont le fils du chef, [...] avaient des listes et désignaient les maisons où il fallait tuer les étrangers » (*Le Monde*, 10/12/2002).

Côté rebelles, l'argent continue de ne pas manquer. Nous avons signalé le soutien du « consortium de Ouaga » : Kadhafi, Compaoré et un bout de Françafrique désireux de remettre la main sur la Côte d'Ivoire (*Billets* n° 109). Deux autres sponsors ont été accusés : une firme britannique de courtage et un fonds de pension américain, spéculant de concert sur 850 000 tonnes de cacao, auraient misé 50 millions de dollars pour perturber l'écoulement de la récolte 2002 et gagner ainsi dix fois plus. C'est possible (sans minimiser d'autres facteurs) : l'avidité humaine n'a pas de limites.

La rébellion du Nord ne manque pas de carburant et de munitions. Ils passent pour l'essentiel par le Burkina, où les trafics du clan présidentiel concourent une fois de plus à la déstabilisation d'un État africain. À l'Ouest, deux autres mouvements rebelles, appuyés par de jeunes « vétérans » de la guerre civile libérienne, ont surgi pour réclamer leur part du gâteau. Les armes ne manquent pas à cette frontière-là.

Mais Paris est le meilleur soutien de Charles Taylor, le "seigneur de la guerre" libérien devenu Président. La Françafrique et ses Services sont aussi chez eux à Ouagadougou, auprès de leur créature, le régime Compaoré. Les possibilités ne manquent donc pas de tempérer les ardeurs rebelles. La France et les États-Unis inciteraient les pays de la région à « couper la rébellion de ses sources d'approvisionnement en armes, en carburant et en vivres » (*Le Parisien*, 16/12/2002). Côté sud, Paris a menacé de la Cour pénale internationale les pousse-au-crime d'Abidjan, via le Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Sergio Vieira de Mello.

Une délégation des associations signataires de l'appel *Côte d'Ivoire : prévenir le pire* (parmi lesquelles Coordination Sud, le « collectif des collectifs » d'ONG) va rencontrer le 23 décembre le directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin. Elle va demander que la pression française et internationale contre les fauteurs de guerre et pour un dialogue politique franchisse de nouveaux paliers.

Le Pool à la torture

Depuis 9 mois, la région du Pool près de **Brazzaville** est comme labourée par les troupes et les hélicoptères du régime, sous prétexte de lutte contre des rebelles "Ninjas". Les habitations sont détruites, les civils tués, des femmes violées. Selon un ministre congolais, 80 % de la population de la région a fui. Il s'agit de Laris, objets depuis des décennies d'un ostracisme "ethnique" : certains rêvent de faire disparaître cette population, jalouse pour avoir donné naissance à une bonne partie des élites du pays, vilipendée pour avoir fourni trop de résistants à l'ordre français.

Ce qui est ressenti comme une stratégie d'élimination étirent les Laris d'une angoisse existentielle, qui peut avoir un jour des débouchés ultra-violents (chez les jeunes notamment). Cette stratégie se cumule probablement avec les jeux tactiques de certains "partisans" du président Denis Sassou Nguesso. Détenteur de tous les pouvoirs et de toutes les richesses, ce natif de l'une des régions du Nord (la Cuvette) est envié par ceux d'une autre (la Likouala) et un fort courant de l'ancien Parti unique (PCT), estimant ne pas avoir été assez récompensés de leurs mérites.

Or la mouvance sassouiste, au sens large, connaît parfaitement les Ninjas : c'est elle qui les a formés en 1993, lorsque le leader charismatique des Laris, Bernard Kolelas, est devenu un temps son allié contre le président Lissouba. Privés de Kolelas (condamné à mort par le régime et maintenu en exil), ces Ninjas sont sujets à toutes les manipulations. Ils ont hérité d'un leader charismatique de substitution, le "pasteur" Ntoumi, apparenté à un cacique du PCT, Ambroise-Édouard Noumazalaye. Certains Ninjas ont beaucoup navigué entre les différentes factions congolaises, au gré des intérêts de leurs chefs de bandes.

Bref, la plupart des Congolais et des observateurs sont désormais convaincus que cette rébellion, sans cesse écrasée et sans cesse renaissante, est amplement instrumentalisée à des fins obscures – y compris pour casser l'image de "pacificateur" que Denis Sassou Nguesso essaie, à grands frais, de revêtir depuis 5 ans.

C'est cette conviction, et le désespoir engendré par l'éternel recommencement des atrocités dans le Pool, qui fait que peu à peu les langues se délient, les cris se multiplient contre le « noir silence » occultant l'agonie de cette région. Il y a urgence.

Le ridicule ne tue pas...

Sassou et les Sassouistes ont tellement besoin de se rassurer qu'ils sont prêts à payer très cher (avec les deniers publics...) la moindre marque d'estime internationale. Fût-elle une escroquerie pure et simple. Ainsi a-t-il été proposé au valeureux Président **congolais** un « *Prix lauréat des docteurs de la CEE* », sous l'égide d'un pseudo-Commissaire européen, Piero Tabellini, en vue de « récompenser vos efforts en faveur de la démocratie et le maintien de la paix et la cohésion sociale dans votre pays. »

On n'a pas le sens du ridicule chez Sassou, ni la moindre prudence face à la flagornerie. Il était enfantin de vérifier que Tabellini usurpait un titre. Mais on avait fait miroiter la venue de Romano Prodi, président de la Commission européenne, de Raymond Barre, et de Giscard *himself*... N'ont débarqué à Brazzaville que « quelques personnalités italiennes et françaises de second ordre et une "princesse belge" mal identifiée ». Tout ce beau monde a été « logé dans les deux principaux hôtels de la capitale et transporté dans des véhicules officiels escortés d'une armada de motards » (*Jeune Afrique/L'Intelligent*, 08/12/2002).

Découvrant la supercherie, Sassou a arrêté les frais, annulé une grandiose cérémonie au Palais des Congrès et le banquet qui devait suivre. Les frais ? Il y a l'aide de 50 millions d'euros récemment accordée par l'Europe pour, entre autres, l'appui à l'État de droit...

Paris et les disparus du Beach

La carte ci-dessous est extraite d'un plan de **Brazzaville** à la fin de l'époque coloniale. Le Palais présidentiel de Denis Sassou Nguesso et la Case De Gaulle, aujourd'hui résidence de l'ambassadeur de France, sont bâtis en hauteur, de chaque côté du ravin de la Glacière. De la Case, on a une vue panoramique sur le fleuve Congo (en bas), Kinshasa (de l'autre côté du fleuve) et le Palais. Lissouba, prédécesseur de Sassou, a fait agrandir ce Palais jusqu'au ravin et vers le fleuve. Le ruisseau au fond du ravin est en crue durant la saison des pluies.

En mai 1999, le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) a fait traverser le fleuve Congo aux Congolais réfugiés à Kinshasa. À leur arrivée au Beach (quai) de Brazzaville, à partir du 14 mai, au moins 353 jeunes hommes ont été enlevés – les « disparus du Beach », à propos desquels est menée en France une instruction pour crimes contre l'humanité visant des sommités du régime congolais (*Billets* n° 105 et 107).

Les jeunes hommes ont été emmenés vers l'État-major, près du Palais, côté Case De Gaulle. Et assassinés. Les corps ont été balancés dans le ravin : certains ont été emportés par l'eau jusqu'au fleuve ; d'autres sont restés accrochés aux bambous. Ils ont été brûlés ensuite.

À Brazzaville, on laisse entendre que toute cette histoire ne serait pas inconnue des Services français. Un de leurs agents aurait observé et filmé une part significative de cette boucherie depuis le toit de la Case De Gaulle. L'ambassadeur Hervé Bolot, es Services, et donc en principe l'Élysée¹, auraient ainsi eu la preuve quasi immédiate du crime contre l'humanité qui se commettait. Ils n'ont pas infléchi pour autant leur soutien total au régime.

Une copie de cette cassette aurait été transmise à Matignon et au ministère de la Défense, pour "mouiller" Jospin et son gouvernement. Ce dernier est resté partagé entre ceux qui adhéraient à la Françafrique pro-sassouiste et ceux qui préféraient se voiler la face.

Certaines sources nous assurent que Sassou aurait eu connaissance de cette cassette grâce aux osmoseuses françaises, et qu'il aurait piqué une épouvantable colère devant l'ambassadeur Bolot. Celui-ci a été récompensé : il a été promu directeur de cabinet du ministre de la Coopération.

1. L'ambassadeur est très "branché". « *Il était au Quai d'Orsay le correspondant des services de renseignement quand de Villepin était le "dircab" d'Alain Juppé [1993-1995]* » (*La Lettre du continent*, 11/12/2002). Il connaît donc parfaitement de Villepin, Secrétaire général de l'Élysée en 1999, au moment des faits. De surcroît, la DGSE dépend directement de l'Élysée.

Richesses congolaises

Le Congo-B négocie rudement avec TotalFinaElf – ce qui est en soi parfaitement normal, vu tout ce que la compagnie lui a extorqué. Les avocats de Brazzaville réclament la modique « somme de 3 milliards de dollars de débits de toutes sortes ». En réalité, le régime « veut obliger la compagnie pétrolière française à libérer toutes ses quantités de **pétrole** congolais pour les vendre lui-même en direct » à des amis courtiers (*La Lettre du Continent*, 11/12/2002). Autrement dit, il s'agit de réamorcer la pompe vers les comptes privés du clan Sassou dans les paradis fiscaux.

C'est dans ce contexte que le FMI, mais aussi les évêques, ont réclamé plus de clarté dans l'usage des revenus du pétrole. En réponse, l'organe de propagande du régime, *Les Dépêches de Brazzaville* (11/2002) de l'ineffable Jean-Paul Pigasse, n'a rien trouvé de mieux qu'un calcul ethnique : la majorité de l'épiscopat et du clergé sont des Laris !

La déforestation progresse à toute allure : la production de **bois** va passer de 890 000 m³ en 2001 à 2,3 millions en 2006. Le produit fiscal est faible, et pour cause : selon la Banque mondiale, l'administration forestière bénéficie de « transferts de fonds versés par les entreprises, sans que l'argent ne parvienne jusqu'au Trésor public ». Et les contrôles fiscaux « sont pris en charge par des entreprises privées » (AFP, 25/11/2002).

Sassou veut par ailleurs concéder à la société canadienne Magnesium Alloy le filon exceptionnel de **magnésium** du Kouilou, qui permettrait au Congo de sortir chaque année 60 000 tonnes de ce métal (15 % de la production mondiale). La part congolaise dans le consortium d'exploitation ne devrait pas dépasser 15 %, et la redevance minière 5 %.

Sassou « l'extraverti » avait été surnommé « Monsieur 17 % », puisqu'il ne réclamait pour son État que ce pourcentage du pétrole congolais. On reste dans ces eaux-là pour le magnésium. Ce qui augmente d'autant la possibilité de "bonus" et "abonnements" parallèles.

Pour et contre Patassé

Bokassa plus Patassé, il y a de quoi vous mettre un pays à genoux. À Paris, l'on est bien convaincu que l'actuel Président **centrafricain** va dans le mur, ayant perdu presque tous ses soutiens intérieurs. L'argument de la « légitimité démocratique » ne trompe personne, le second quinquennat étant le fruit de la fraude.

Pourtant, la politique de la France envers le Centrafrique apparaît presque aussi décomposée que ce pays. D'un côté, le supergendarme Barril défend le régime, avec les troupes "alliées" de Kadhafi et du rebelle mobutiste Bemba ; et Paris coorganise l'envoi d'une force interafricaine autour d'un contingent gabonais. De l'autre, la capitale française a été le 7 décembre le berceau d'une coalition sans précédent des opposants à Patassé, incluant le général Bozizé dont la rébellion, fin octobre, a envahi Bangui de combats indécis. Les populations ont fait les frais des représailles.

Après cet exploit, Bozizé avait été « discrètement reçu, début novembre, par le sous-directeur Afrique du ministère des Affaires étrangères en compagnie d'un responsable de la DGSE » (*Jeune Afrique/L'Intelligent*, 8/12/2002).

En Centrafrique aussi, on voit bien qu'il n'y a de solution que politique. À soutenir ou cautionner les deux camps d'un affrontement armé, plus une vague force de paix, aux effectifs dérisoires, on risque de s'emmêler gravement les pinceaux... Depuis quatre décennies, quand les Centrafricains ont-ils obtenu de Paris mieux que du gâchis ?

Paix au Congo-K ?

Ce n'importe quoi centrafricain n'est pas sans incidence sur le Congo-Kinshasa voisin, puisque le rebelle Jean-Pierre Bemba, allié de la Libye à Bangui, continue de représenter une menace militaire pour le pouvoir de Kinshasa. Surtout s'il reçoit des armes libyennes...

L'événement cependant est la conclusion d'un accord de paix à Pretoria, dans la nuit du 16 au 17 décembre, après des négociations d'une grande complexité, souvent surréalistes, et toujours sous pression : nous l'avons dit, les États-Unis ont sifflé la fin de la guerre civile dans ce pays ; cela a généralement paru très raisonnable : sauf que chacun des nombreux acteurs engagés dans le partage du pays veut sortir vainqueur.

On imagine, dans ces conditions, que le « gouvernement d'unité nationale » mis en place pour une période transitoire de deux ans, chapeauté par un président (Joseph Kabila) et quatre vice-présidents, va être un panier de crabes. Les Congolais laisseraient volontiers les factions s'entredéchirer dans ce panier, plutôt que dans leurs provinces, mais les seigneurs de la guerre ne perdront sans doute pas très vite l'habitude d'enrôler la population, l'exploiter, la martyriser. Et puis, il faudra bien un jour qu'une instance de gestion coordonne la reconstruction du pays. *Wait and see...*

Paix au Burundi ?

Même genre de prémisses, même genre de résultat mitigé au Burundi : une forte pression pour l'arrêt de la guerre civile, un accord signé le 3 décembre à Arusha (Tanzanie). Il est aussi acrobatique que celui de Pretoria (ça passe ou ça casse, ça a plus de chances de casser que de passer). Surtout, il n'est pas « inclusif » : la plus importante des deux rébellions a signé, mais pas l'autre. Espérons...

Bon vent à Madagascar

Les élections législatives du 15 novembre étaient un test délicat et décisif pour le pouvoir de Marc Ravalomanana. Elles étaient censées trancher la question de sa légitimité, que discutaient encore ceux qui n'avaient pas su ou pas voulu entendre le peuple malgache. Elles permettaient de voir si cette légitimité résistait aux innombrables déséquilibres qu'une paralysie d'un semestre a

engendrés dans la Grande Île – sans parler des difficultés structurelles héritées de l'ancien régime (corruption, mœurs judiciaires et policières, etc.).

Exploitant ces difficultés dont ils sont les principaux responsables, les partisans de l'ancien dictateur Ratsiraka, réfugié à Paris, ont fait une fois de plus la preuve de l'excellence de leurs relais médiatiques. La situation des droits de l'Homme en particulier (jamais assez bonne, mais honorable après pareille crise, compte tenu de la pauvreté du pays et du maintien en place de la grande majorité des fonctionnaires) a fait l'objet de montages assez scandaleux.

Ainsi, le chef du parti ratsirakiste Arema, Pierrot Rajaoranivelo, s'est fait passer pour la victime d'une persécution politique parce qu'il est l'objet d'un mandat d'arrêt. L'on omet de dire que, ministre des Finances sous l'ancien régime, devenu richissime, il était au cœur du système de pillage de l'État – les droits de douane en particulier.

Dans un rapport publié quatre jours avant les législatives (!) et largement répercuté par la presse, *Amnesty International* s'est malheureusement fait l'écho de ce type de montage, qui donne plus d'importance à une série de faits en nombre limité qu'aux exactions du régime précédent – capable de saboter le pays, d'affamer la capitale, et de prêcher une croisade ethniste.

Les électeurs ont tranché. En donnant une nette majorité parlementaire au nouveau Président, ils lui permettront de montrer ce qu'il peut faire. Il sera jugé sur pièces, lors de la prochaine échéance présidentielle – dont on espère qu'elle confirmera l'enracinement de Madagascar dans la démocratie.

Mercenaires bridés ? (suite)

Comme nous l'avions signalé en décembre, la réapparition de la "bande à Denard" dans une expédition avortée sur Madagascar, puis en Côte d'Ivoire dans un contexte de crimes de guerre, a ramené à l'actualité un projet de loi visant à interdire le mercenariat. Alertés par nos soins, des sénateurs et députés, étonnés de la "licence" actuelle, relancent le gouvernement par une série de questions écrites.

L'assassinat du juge Borrel : une affaire Dreyfus

Communiqué de Survie, le 05/12/2002.

Le courage obstiné d'une veuve, la solidarité d'une partie de ses collègues, l'obstination de ses avocats, l'appui de quelques journalistes et de citoyens scandalisés par un mensonge d'État ont fini par faire éclater la vérité : le juge coopérant Bernard Borrel a été assassiné en octobre 1995 à Djibouti.

Du coup, les témoignages d'exilés de Djibouti énonçant précisément les conditions de cet assassinat et la responsabilité directe de l'actuel Président de ce protectorat militaire français, Ismaël Omar Guelleh, prennent tout leur sens. On ne pourra plus éviter de s'interroger sur la culpabilité de ce policier tortionnaire, ni sur le pourquoi de la protection d'une dictature mafieuse par un certain nombre de responsables politiques et militaires français.

Le plus insupportable reste évidemment qu'un certain nombre de magistrats, de policiers et d'experts ont, sur ordre, maintenu durant sept ans la version du suicide. Quitte à salir la victime, désespérer sa veuve et ses enfants. La série de rapports tronqués ou truqués, d'analyses escamotées ou biaisées, fait irrésistiblement penser à l'affaire Dreyfus – dans l'ombre de la Françafrique, militaro-politique. Sera-t-elle l'occasion du même sursaut civique ? Rompra-t-elle enfin le consensus de la gestion néocoloniale, empreinte de racisme, d'une partie de l'Afrique – le plus long scandale de la République ?

Rendons un hommage particulier aux journalistes Bernard Nicolas et Michel Despratx pour leur enquête exceptionnelle, *Juge Borrel. Révélations sur un suicide impossible*, diffusée le 2 décembre sur *Canal+* dans l'émission (tardive) *90 minutes*. À la précision implacable des nouvelles expertises judiciaires, leur reportage ajoute la vision des lieux et l'audition de témoins-clés. En croisant le tout, plus personne ne peut croire à la vision officielle.

Alors, pourquoi tant d'acharnement à défendre cette version ? Parce que les Français impliqués sont au top de la Françafrique, et donc au cœur des secrets d'État ?

L'avant-veille de la diffusion sur *Canal+* (que d'ultimes pressions ont tenté d'empêcher), Paris a octroyé une aide exceptionnelle de 6 millions d'euros au dictateur assassin Guelleh, en témoignage « *de la qualité des relations entre les deux pays, empreintes de confiance et de vision commune de l'avenir* ». Ce communiqué ressemble à un baiser mafieux. Il rappelle aussi que le contrôle de Djibouti, base militaire du plus haut intérêt stratégique, est en ce moment l'objet d'une surenchère entre la France et les États-Unis.

Tchad pétrolier

Selon la Banque mondiale, le premier baril de pétrole tchadien devrait être produit en juillet 2003, il devrait arriver deux mois plus tard au bout du pipeline, et il faudra encore deux mois pour remplir le premier tanker. La Banque avait justifié son intervention dans ce projet par un échange vertueux : or noir contre bien public. Mais l'échange est inégal, ne serait-ce que dans les rythmes. Si les pétroliers savent extraire rapidement du pétrole, ils ne savent pas changer un tyran prédateur en gestionnaire honnête des deniers publics. Le souhaitent-ils, d'ailleurs ? (voir *Ils ont dit*, Peter Eigen).

« *La capacité du Tchad à gérer est encore très faible* », concède le coordonnateur des projets de la Banque au Tchad, Jérôme Chevalier, car « *peu de personnels dans les ministères sont capables de préparer les budgets* » (AFP, 29/11/2002). Idriss Déby ne va quand même pas embaucher des fonctionnaires qui savent compter ! À partir de mi-2003, les Tchadiens devront laisser s'écouler dans l'ombre leur or noir et leurs pétrodollars. Aux vaches, au moins, on laisse regarder passer les trains.

Mauritanie pétrolière

Ça y est ! Depuis le 27 novembre, la Mauritanie est officiellement un pays pétrolier. Près de 30 millions de tonnes de pétrole et 30 milliards de m³ de gaz ont été découverts au large de ses côtes. Si l'on observe le sort moyen des peuples africains chez qui on a trouvé du pétrole, les Mauritanais peuvent se préparer au pire. La dictature, elle, se réjouit bruyamment.

Gabon post-pétrolier

Les réserves pétrolières du Gabon s'épuisent peu à peu, sa production a baissé de près d'un tiers à 13 millions de tonnes. Tout ce pétrole pompé par Elf et son agent Bongo a été remplacé par une nappe de dettes : 3,3 milliards de dollars. Chaque habitant du pays doit 2 750 dollars, l'équivalent de plus de cent barils de pétrole. La majorité des Gabonais n'ont jamais vu un billet d'un dollar.

Allergie à la mafia russe ?

Ce que l'on désigne par « mafia russe », rappelons-le s'est construit en grande partie autour du bradage à vil prix, entre 1987 et 1994, des stocks soviétiques d'engrais, d'aluminium, de diamants, de pétrole, d'armes, etc. La différence entre les prix de vente officiels et réels a permis de constituer dans les paradis fiscaux une cagnotte globale de 500 milliards de dollars. Avec cet argent, un assemblage mouvant d'anciens apparatchiks et kagébistes, alliés aux héritiers de la vieille mafia, a racheté l'économie de la Russie, investi sa finance, l'immobilier de la Côte d'Azur, tenté d'annexer la plus vieille banque américaine...

Jusqu'à très récemment, les représentants de cette épopée "capitaliste" étaient non seulement bénis par le Kremlin, mais chaleureusement accueillis en Occident. Arcadi Gaydamak était devenu une éminence de la République souterraine française (armes, pétrole, Services, haute finance, spéculation sur les matières premières, GLNF), décoré par l'Élysée.

Son ami Mikhail Khodorkovsky, patron de la sulfureuse banque Menatep, soupçonné d'avoir dévoyé la Bank of New York et quelques milliards du FMI, est devenu l'homme le plus riche de Russie. À la tête de la compagnie pétrolière Youkos, il est très courtisé par les pétroliers texans (Bush y compris). Sa "Fondation pour une Russie ouverte" a accueilli dans son conseil Henry Kissinger et lord Rothschild.

Pourtant, les ennuis s'accumulent sur certains de ces nouveaux riches. Un front anti-pasquaïen, DGSE incluse, n'a eu de cesse de débusquer le trio Marchiani-Falcone-Gaydamak : ce fut, entre autres, l'Angolagate. Gaydamak a dû fuir en Israël. Il a commencé à perdre les procès en diffamation qu'il gagnait jusqu'alors. L'une de ses relations, le boss mafieux Alimzhan Tokhtakounov, a été arrêté cet été en Italie. Et *Le Monde* (28/11/2002) publie une série d'articles incisifs, puisés aux meilleures sources, sur les maîtres mafieux de la Russie.

Un passage de relais s'opère ou va devoir s'opérer, à des "mutants" plus présentables. Le problème, pour les survivants de cette purge partielle, sera de gommer les liens avec les criminels sacrifiés.

Un détail : Crown Resources, l'affréteur du "Prestige" qui a sombré au large de l'Espagne avec 70 000 tonnes de quasi-déchets pétroliers, est la principale filiale commerciale du groupe Alfa, un des piliers de cette « mafia russe ». Elle est basée à Zoug, en Suisse, un paradis fiscal à faire pâlir de jalousie Genève ou Zurich.

C'est à Zoug que s'est réfugié un génie du pillage des matières premières et de la finance criminelle : Marc Rich, roi du contournement de l'apartheid, conseiller avec Paribas du bradage des ressources soviétiques évoqué plus haut, prédateur de richesses africaines. Le patron de Crown Resources, Steven Rudofsky, « est un ancien de la société Marc Rich Investments, domiciliée à Zoug » (*Le Point*, 29/11/2002).

Et si l'on allait stocker à Zoug les déchets ramassés sur les côtes souillées par le "Prestige" ?

Chape de plomb

Forte de ses gains dans les jeux africains, les machines à sous en Amérique latine, et d'autres trafics encore plus prohibés, la mafia corsafrique réinvestit l'Île de Beauté. Elle attend avec impatience la dérégulation immobilière qui pourrait résulter des tractations avec Nicolas Sarkozy. Face à cette succulente perspective, le silence doit régner dans les rangs. Autonomie n'est pas synonyme de démocratie. On peut compter sur le leader nationaliste Charles Pieri pour faire respecter l'omertà : devant tout un village, son fils et un ami s'en étaient pris à un autre militant nationaliste, retrouvé abattu de dix balles. Au procès en assises, tout le village s'est tu. Si elle laisse l'argent et le plomb la reconquérir, la **Corse** n'est pas au bout de ses malheurs.

Bon point

– Biljana Plavsic a présidé la République **bosno-serbe**, dont la soldatesque fit des dizaines de milliers de morts, commit d'innombrables tortures et viols. En annonçant qu'elle plaiderait coupable de crimes contre l'humanité, elle amorcera peut-être un tournant dans la lecture de leur histoire par les peuples de l'ex-Yougoslavie.

Fausses notes

– Le « visa Balladur », imposé en 1994 aux Comoriens pour se rendre dans l'île de Mayotte, arrachée par la France à l'archipel des **Comores**, continue de tuer. Il pousse à l'utilisation de frêles embarcations clandestines. L'une d'elles a coulé le 28 octobre : 8 morts, 12 disparus, 5 rescapés. Le naufrage porte à 200 le nombre des victimes pour les deux dernières années. (*Komornet*, 06/12/2002)

– Condamné par le Conseil d'État à cesser sa discrimination envers les anciens **combattants étrangers**, le gouvernement français a annoncé une revalorisation de leurs pensions « à parité ». Une parité calculée sur le pouvoir d'achat du pays d'origine, évidemment bien moindre que dans l'Hexagone. Le secrétaire d'État aux Anciens combattants, Hamlaoui Mekachera, a expliqué que la France ne pouvait appliquer une parité stricte « de peur de traduire ce que nous faisons par une nouvelle injustice dans les pays d'origine » : certaines familles auraient touché « une petite fortune » ! (*Le Monde*, 27/11/2002) Un sens de l'équité bouleversant.

– Le 7 novembre, les groupes UMP et UDF du Conseil régional d'Île-de-France se sont ralliés à un amendement de l'extrême-droite, obtenant le rejet d'une subvention à la Cimade pour un programme d'insertion et d'intégration des **étrangers** ayant des attaches familiales en France. La Cimade dénonce « cette collusion droite - extrême-droite », qui procède « du mépris vis-à-vis du rôle des associations ou d'une manœuvre politicienne destinée à ratisser des voix en oubliant les valeurs humaines les plus élémentaires. »

– Le pape Jean-Paul II vient d'élever Henri Lopes, ambassadeur à Paris d'un régime criminel contre l'humanité (le pouvoir de **Brazzaville**) à la dignité de Grand-Croix dans l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand. Cela « confirme s'il en était besoin les excellentes relations existant entre le Vatican et le Congo », observent finement les *Dépêches de Brazzaville* (02/12/2002).

Anniversaire

Le 13 décembre 1998, le journaliste burkinabè **Norbert Zongo**, directeur de *L'Indépendant*, était assassiné sur une route avec les trois autres occupants de son véhicule, par un groupe de gardes présidentiels. Les diverses enquêtes non officielles sont concordantes à cet égard. Les noms des exécutants ont été fournis.

L'enquête judiciaire n'a pas avancé d'un pouce, évidemment : au-dessus des exécutants, il y a les commanditaires ; au-dessus des gardes présidentiels, il y a le Président. Norbert Zongo enquêtait sur les aspects mafieux du régime Compaoré (éliminations de

gêneurs, spéculation foncière, vol de l'or du pays).

Les Burkinabè n'ont pas oublié ce très grand Africain. Chaque 13 décembre, ils continuent de rappeler sa mémoire. Quant à Blaise Compaoré, émule de Kadhafi, il continue de participer à la déstabilisation de l'Afrique : après le Liberia et la Sierra Leone, il a favorisé l'implosion de la Côte d'Ivoire (aidé il est vrai, par les fourvoiements xénophobes des autorités ivoiriennes). Sans que Paris ne proteste vraiment.

Compaoré aimerait que l'odeur de guerre en Côte d'Ivoire suscite derrière lui l'union nationale. Le souvenir de Zongo pousse les Burkinabè vers un autre courage.

Campagne

Survie est partenaire de la campagne *Surveillons les ventes d'armes : sauvons des vies !*, coordonnée en France par Agir ici, Amnesty International et l'Observatoire des transferts d'armement. Il s'agit d'une campagne européenne pour une réglementation efficace des transferts d'armes. L'Union européenne se réfère depuis 1998 à un « Code de conduite » très insuffisant – ne serait-ce que parce qu'il n'est pas juridiquement contraignant.

agirici@agirici.org. Tél. (0)1 56 98 24 40.

(Achevé le 18/12/2002. Un bouclage anticipé pour cause de déménagement !)

ILS ONT DIT

Côte d'Ivoire

« Notre seul objectif, c'est la recherche de la paix et de la réconciliation. [...] Au Rwanda, il y a eu des centaines de milliers de morts ! Il faut bien voir que si la France n'était pas là en Côte d'Ivoire, la catastrophe aurait déjà eu lieu. [...]

Après ces découvertes [*de deux fosses communes à Monoko-Zohi, du fait des "loyalistes", et Bouaké, chez les rebelles*], nous avons saisi la commission des droits de l'Homme de l'ONU. [...]

Il ne peut y avoir de solution militaire durable. Il ne peut y avoir de solution durable que politique. [...] Nous dénonçons donc les ingérences extérieures, c'est-à-dire toute action menée à partir des États voisins, livraisons d'armes, soutien en hommes. [...]

[*Question* : « S'il y avait une résolution des Nations unies à l'appui, cela vous aiderait... »] Bien sûr. » (**Dominique de VILLEPIN**, ministre des Affaires étrangères. Interview à *La Croix*, 16/12/2002).

[*Le spectre du Rwanda est bien présent. En gros, le langage est « politiquement correct ». Tout dépendra de l'application, durant laquelle les occasions de dévoiement seront fort nombreuses. La vigilance civique est nécessaire...]*

« [*Question* : « Pourquoi avoir laissé passer en Côte d'Ivoire des mercenaires venus de France, des compagnons du fameux Bob Denard ? La France choisit-elle son camp ? »] Je n'accepte pas ce reproche. Je souhaite, et je l'ai dit, renforcer la législation française contre les mercenaires. Paris ne tolère pas ce genre de pratique. Il y a quelque mois, nous avons fait arrêter aux Comores [*Non : en Tanzanie*] l'avion de mercenaires qui partait pour Madagascar et nous avons donné l'information à la presse ! Nous dénonçons les "escadrons de la mort" qui peuvent exister en Côte d'Ivoire. Nous désirons que justice soit faite. [...] Nous ne choisissons pas un camp contre l'autre. » (**Idem**).

[*Cette dernière affirmation n'est pas partagée par la grande majorité de la presse française, qui considère qu'en renforçant sa présence militaire en Côte d'Ivoire, la France choisit de soutenir la « légitimité » de Laurent Gbagbo. Nous ne sommes pas sûrs que cette interprétation dominante soit la bonne. De Villepin sait à quel point Gbagbo est discrédité. Sauver son régime en l'état serait hors de prix. Il y a une autre interprétation : si la presse et les rebelles disent que Paris soutient Gbagbo, c'est que le renforcement de l'armée française gêne surtout les adversaires du régime. Ce qui est clair, c'est qu'on ne les a pas laissés repartir à l'assaut d'Abidjan. Mais on n'a pas non plus dénoncé bien fort leurs lignes d'approvisionnement.*

Sur le raid mercenaire avorté vers Madagascar, on notera l'aveu d'une gestion médiatique. On les aurait laissés partir pour que l'arrestation soit plus spectaculaire (cf. *Billets* n° 106). Nous attendons la suite : un processus législatif.]

« [*Question* : « Les loyalistes ne nient plus avoir recours à des **mercenaires** étrangers... »] La Côte d'Ivoire est une nation souveraine, libre de faire appel aux compétences qu'elle souhaite sur son territoire. » (**Lt.-colonel Ange-Antoine LECCIA**, porte-parole des forces françaises en Côte d'Ivoire. Interview au *Parisien* du 11/12/2002).

[*Les propos de l'officier ne concordent pas vraiment, dans l'esprit sinon dans la lettre, avec ceux du ministre.*]

Françafrique

« Nous, **Togolais**, espérons qu'une fois de retour à Paris, M. de Villepin aura tout de même une petite pensée pour notre souffrance et notre rêve d'alternance. » (**Pierre P.**, chauffeur de taxi, interrogé par *Le Togolais*, 28/11/2002).

[*En visite au Togo, le ministre et la délégation française « ont été remerciés de leur soutien au Timonier national par des décorations remises par Eyadema. Dominique de Villepin [...] a été fait grand officier de l'ordre du Mono » (Le Togolais le 28/11/2002). Le ministre venait en principe rencontrer le médiateur du conflit ivoirien. Mais il cautionnait du même coup la machinerie institutionnelle et électorale visant à procurer à Eyadema, en 2003, un énième mandat présidentiel. Pour une nouvelle régression du Togo.]*

« À la tête d'un groupe de jeunes officiers, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo met fin en 1979 à l'effroyable régime de Macias Nguema, au pouvoir, depuis l'indépendance en 1968, dans la seule colonie espagnole d'Afrique subsaharienne, la **Guinée équatoriale** [... *Il est mê par*] le sentiment de l'injustice, du gâchis, de l'oppression, de l'irresponsabilité. [...]

Féru de droit, Obiang consacra beaucoup d'efforts à peaufiner des textes, à organiser des structures, à adapter les traditions locales du pouvoir aux nécessités d'un gouvernement moderne. En dépit d'oppositions véhémentes, l'essai démocratique qu'il préconise fait – lentement – son chemin. [...] Sur le plan international, Obiang a su faire prendre à son pays des positions positives qui lui assurent une place et un rôle éminents, que ce soit aux Nations unies, dans les organisations régionales, ou au sein de la Francophonie (il parle le français et souhaite que ses compatriotes le pratiquent aussi, ne serait-ce que parce que la famille hispanophone l'a longtemps boudé). » (**André LEWIN**, ancien ambassadeur de France au Sénégal, chroniqueur à *Jeune Afrique/L'Intelligent*. « Portrait », le 08/12/2002).

[Il fallait oser ainsi dépeindre l'un des plus sordides dictateurs africains, au moment où ce nouvel émir pétrolier impose par la fraude une nouvelle "réélection". Sur place, les oppositions n'ont guère la possibilité d'être « véhémentes » : elles sont broyées, torturées, embastillées. C'est bien pourquoi l'hispanophonie a boudé Obiang. Mais, comme jadis envers le prédateur sanguinaire nigérian Abacha, la Francophonie sait se montrer tout miel avec ce genre de réprouvés.]

« Aide »

« Comme Rapporteur spécial [...] de l'ONU, ma tâche première consiste à élaborer un nouveau droit de l'homme, [...] le **droit à l'alimentation**, et à le rendre justiciable. Il s'agit donc d'adapter les lois des nations à ce nouveau droit et de le rendre applicable [...]. À défaut de le suivre à la lettre, des actions en justice pourront être entreprises contre les gouvernements pris en faute. Tel est le sens de mon action. Rappelons que les ressources existent pour nourrir toutes les populations du globe, jusqu'à douze milliards d'êtres humains. Pourtant, toutes les sept secondes, un enfant meurt de faim. [...] Quant aux enfants en proie à la malnutrition, ils porteront toute leur vie les séquelles de la faim. Les causalités de ce fléau ne sont ni fortuites, ni linéaires. Ce sont les financiers internationaux, de véritables prédateurs, avec leurs théories néolibérales et leur volonté d'ouvrir totalement les marchés, qui sont les principaux responsables de ce drame humain. [...] La première mesure à prendre consiste à abolir la spéculation boursière sur les denrées alimentaires, les matières premières agricoles, ainsi que les "soft commodities" [cacao, café, sucre, huiles, etc.], et d'instaurer des prix équitables pour les petits producteurs. » (Jean ZIEGLER, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation. Interview à *Marchés tropicaux* du 06/12/2002).

[Marchés tropicaux tient à rappeler que Jean Ziegler est « connu pour ses convictions marxistes ». Mais il n'est point besoin d'être marxiste pour constater que les spéculateurs sur les denrées alimentaires (y compris ceux de grandes banques) et les partisans d'un dumping des produits agricoles occidentaux ont une responsabilité majeure dans la perpétuation de la faim. Même s'il y a d'autres causes. Instaurer un « droit à l'alimentation » , justiciable, permettrait de sanctionner ceux qui le sabotent sciemment.]

« [Il y a en Éthiopie] les signes avant-coureurs d'une grave crise alimentaire qui peut encore à ce jour être enrayerée. [...] Il faut faire attention aux mots employés. Quand j'entends les organisations onusiennes, tel le PAM [Programme alimentaire mondial] ou encore l'Unicef, crier à l'alerte maximale, envisageant le pire scénario pour 2003 en Éthiopie, soit entre 10 et 15 millions de personnes touchées par la famine, je suis choqué. On exagère les chiffres, on trompe l'opinion internationale, pour solliciter une aide importante de millions et millions de dollars avec un mot clé terrible : **famine**. Quand j'entends que la famine annoncée risque d'être "pire que celle de 1984-1985", [...] l'honneur des organisations humanitaires [...] est en cause].

C'est une bonne chose d'anticiper toute famine, mais la sécheresse [...] n'explique pas tout. Il y a d'autres causes [...] : par exemple, la question [...] de l'accès des paysans à des engrais, à des pesticides. Tout cela leur est fourni lors de campagnes nationales, par un système de crédits qu'ils n'arrivent pas à rembourser. Ils n'ont donc plus les moyens d'acheter des semences. [...] L'on vend aujourd'hui aux paysans éthiopiens des semences améliorées, donc plus fragiles, ce qui provoque une situation d'aide d'urgence.

Soyons clairs : je préfère quand même que l'on anticipe [...] par des interventions, plutôt que d'attendre en se croisant les bras que la famine arrive, ou pas ! Mais [...] on ne peut tromper l'opinion internationale en racontant n'importe quoi, surtout si on la sollicite à grande échelle. » (Jérôme FRIGNET, responsable Éthiopie à Action contre la faim (ACF). Cité par *La Croix*, 28/11/2002).

[Si le PAM crie (trop) fort, c'est surtout que les États donateurs l'alimentent au compte-gouttes, l'empêchant d'être un vrai service public capable de mettre convenablement en œuvre le « droit à l'alimentation » prôné par Ziegler.]

« En 2002, l'épidémie de **sida** a causé plus de 3 millions de décès [dont plus des deux-tiers en Afrique] et on estime que 5 millions de personnes ont contracté le virus cette même année, ce qui porte à 42 millions le nombre de personnes vivant avec le virus dans le monde. [...] L'ampleur de l'épidémie qui touche le continent africain est telle que, même si des programmes de prévention, de traitement et de prise en charge exceptionnellement efficaces devaient prendre effet immédiatement, les conséquences humaines et économiques se feraient massivement sentir pendant des générations. » (Onusida, rapport annuel, 26/11/2002).

[Une polémique a opposé dans *Libération* (07/12/2002) l'économiste Esther Duflo à Gaëlle Krikorian, d'Act Up. La première se demandait s'il est « certain que les subventions aux rétroviraux doivent être une dépense prioritaire » plutôt que les actions de prévention. Elle raisonnait en comparant « le coût par année de vie sauvée de différentes interventions. [...] Mon propos est de réfléchir calmement aux priorités dans le cadre d'un budget qui sera toujours limité. »

Gaëlle Krikorian lui reproche d'exhumer « la panoplie intégrale des prétextes brandis depuis des années pour éluder la question de la contribution des bailleurs internationaux et des pays riches à la lutte contre le sida et à la mise sous traitement des malades dans les pays pauvres. [...] Un traitement générique coûte environ 200 ou 300 dollars par an et par malade. [...] Aujourd'hui, personne ne peut décemment plus s'opposer a priori à la mise sous traitement des personnes atteintes. [...] La priorité doit être la mobilisation, par les pays riches, de ressources financières indispensables à la fourniture de traitements anti-rétroviraux aux personnes atteintes. »]

« Je connais bien le système d'**aide au développement**, puisque j'ai travaillé plus de vingt ans comme manager à la **Banque mondiale** en Afrique et en Amérique latine. Les gros programmes (barrages, routes, aéroports...) répondent rarement aux besoins réels des habitants. Ils sont le plus souvent initiés par les experts des entreprises qui dirigeront les travaux, avec l'accord de leur gouvernement. Leur conclusion, c'est par exemple qu'il faut construire un barrage hydroélectrique coûtant 1 milliard de dollars dans la région tribale dont est issu le président, que l'impact sur l'économie sera merveilleux, que l'environnement ne souffrira pas, que les 100 000 résidents du lieu pourront être déplacés sans problème... La Banque mondiale répond que c'est trop cher et offre 100 millions de dollars seulement. Avec cette signature, les agences de coopération et de développement du pays fournisseur, les organismes de crédit étatiques tels que la Coface et les banquiers privés concoctent un montage financier, tandis que les entreprises préparent un projet "clés en main".

En rémunération de leur assentiment, les élites politiques locales touchent 50 millions de dollars en Suisse. Une partie de cette somme est rétrocédée au parti gouvernemental du pays fournisseur. Au final, bien sûr, les 100 000 personnes déplacées s'appauvrissent, l'impact sur l'environnement diminue les rendements des cultures, la dette extérieure s'accroît, et ses intérêts ponctionnent les fonds qui auraient pu être consacrés à l'éducation... La corruption crée ainsi un système de décision qui mène au désastre économique. Il y a dix ans, [...] pour l'avoir dit publiquement, j'ai même dû quitter la Banque. » (Peter EIGEN, président de Transparency International. Interview à *Capital*, 12/2002)

Justice

« La délinquance financière a de beaux jours devant elle puisque les moyens sont détournés de cette répression-là. Tout le travail entrepris par Sarkozy sur la police sert à masquer les reculades dans la lutte contre la corruption. [Les policiers de la Brigade financière

son les seuls à ne pas avoir eu une substantielle augmentation de salaire.] On assiste, à travers les parquets, à une reprise en main des affaires. [...] Que le Garde des Sceaux [...] Dominique Perben ait nommé à la direction des Affaires criminelles et des grâces Jean-Claude Marin, spécialiste des interventions dans les dossiers, est un signe supplémentaire de cette politique insidieuse, sournoise et désastreuse pour le respect du contrat républicain. [...] Voyez le dossier Dumas. L'avocat général a reçu l'ordre de ne pas requérir de lourdes peines. On est tout de même en droit de se demander pour quelle raison et dans quel but le Garde des Sceaux a abandonné les contribuables spoliés. Elf était à l'époque une entreprise publique !

Dans l'ensemble, les juges font leur travail, mais ils se heurtent aux paradis fiscaux. Dans l'affaire de la Société générale, il a fallu attendre dix ans le retour des demandes d'information. [...] Aussi longtemps qu'on n'aura pas fait la guerre diplomatique à ces sanctuaires du crime organisé, ce sont des lampistes qui paieront à la place des commanditaires. » (**Arnaud MONTEBOURG**, député PS, ancien rapporteur d'une mission d'information parlementaire sur la délinquance financière et le blanchiment des capitaux. Interview au Point du 29/11/2002).

[Comme en Italie, une campagne de presse « insidieuse » est en passe de réussir à discréditer les juges du Pôle financier. Elle s'appuie notamment sur le procès des "initiés" de la Société générale, où tout a été fait, bien entendu pour saboter l'enquête. Entre les embuscades incessantes des meilleurs avocats, as de la procédure, les mutations-promotions de juges et de policiers, l'obstruction des banques offshore, l'instruction n'avait quasiment aucune chance. Il s'agit maintenant de donner le coup de grâce, avec l'assentiment de l'opinion, aux juges qui se permirent d'inquiéter les puissants en général, et les réseaux francophones en particulier (Elf, Pasqua...)].

À FLEUR DE PRESSE

Côte d'Ivoire

Le Figaro, *L'enfer ivoirien, paradis des mercenaires*, 16/12/2002 (Patrick SAINT-PAUL) : « "JJ", le pilote français [rencontré à Yamoussoukro parmi une trentaine de mercenaires], reste [...] discret sur son palmarès. C'est un "pro". L'Afrique et ses conflits "pourris", il connaît bien. À son actif : le Zaïre, le Liberia, la Sierra Leone. [...]

Les hommes du commandant Marquez [Dominique Malacrino] sont au nombre de quatorze, explique "JJ". La plupart d'entre eux sont des anciens de la Garde présidentielle des Comores, à la grande époque de Bob Denard, recyclés dans des sociétés de sécurité. [...] *"Ce sont des gardes du corps qui n'ont pas une véritable expérience du combat. À Vavoua, c'est eux qui ont mené l'offensive à la tête d'une colonne de soldats loyalistes. Ils ont pris une sacrée déculottée. [...] Ce sont des charlots [...]. Les groupes de soldats ivoiriens que nous avons formés au combat et qui sont encadrés par des mercenaires lors des offensives contre les rebelles se sauvent en courant dès que ça chauffe un peu trop."* Un collègue sud-africain se mêle à la conversation. [...] *"L'armée ivoirienne n'a jamais fait la guerre. Elle n'y connaît rien. [...] Seule une grosse entreprise de mercenariat telle que Sandline, qui offre un état-major clés en main, peut redresser la situation dans ce pays. [...]"*.

Un mercenaire sud-africain : *"[...] Ici nous nous battons pour sauver un président démocratiquement élu. [...]". "On se bat pour les générations futures",* ajoute "JJ". [...]

La descente aux enfers de la Côte d'Ivoire, les chiens de guerre la vivent comme une "chance". [...] Ils ont un rêve fou : devenir des sous-traitants de l'ONU pour les opérations de maintien de la paix. *"Nous avons le savoir-faire, nous sommes des professionnels, s'enthousiasme un vieux routier sud-africain. C'est toujours un casse-tête lorsqu'on veut mettre sur pied une force de l'ONU. Pourquoi ne pas contracter avec des entreprises privées et envoyer des observateurs pour surveiller nos activités ?"* »

["JJ" a opéré au Liberia et en Sierra Leone. Sûrement pas du côté des "Anglo-Saxons". Donc plutôt du côté de Taylor et du RUF. Des causes « pourries », en effet.]

Françafrique

La Lettre du Continent, *Le Grand Maître Sassou tient son convent*, 28/11/2002 : « Toute la nomenclatura congolaise s'est retrouvée, du 14 au 16 novembre, au palais des Congrès de **Brazza**, pour le convent annuel de la Grande Loge du **Congo** (affiliée à la GLNF) avec le Grand Maître Sassou [...] et des "frères de lumière" français, dont un patron du BTP. [...] Près de 80 % des ministres et 90 % des membres du cabinet présidentiel ont été "initiés", selon le système du gendre Bongo pour mieux contrôler les "élites"... »

[Au-dessus de la Grande Loge du Congo et de ses homologues africaines, il y a la Grande Loge Nationale Française (GLNF), qui « contrôle » la Françafrique, une grande part de l'État néogaulliste, de l'économie et la finance françaises, ainsi qu'une bonne partie de la justice et des médias.]

AFP, *Lancement officiel de l'opération "couloirs humanitaires" dans le Pool*, 28/11/2002 : « L'annonce de l'ouverture de ces couloirs [destinés à permettre la reddition des "rebelles" Ninjas désireux de sortir de la forêt] a été suivie par l'intensification des attaques ninjas contre les populations civiles et les positions de l'armée, contraignant cette dernière à pilonner les positions ninjas. »

[Question langue de bois, l'AFP se surpasse. Elle ne veut rien savoir évidemment de la forte instrumentalisation des Ninjas par une partie du clan au pouvoir (à l'instar de la Russie en Tchétchénie, ou de l'Algérie avec les GIA). « Pilonner les positions ninjas », cela veut dire en réalité écraser la population civile. Et l'armée n'a pas besoin d'y être beaucoup « contrainte ».]

Le Soir, *La poigne des Sud-Africains s'exerce désormais à Kinshasa*, 13/12/2002 (Colette BRAECKMAN) : « C'est ce qui s'appelle mettre le paquet : les Sud-Africains, qui ont investi la bagatelle de 4 millions de dollars dans la recherche de la paix au **Congo-Kinshasa**, font preuve d'une détermination sans faille et défendent la formule imaginée par leur président, Thabo Mbeki : un président flanqué de quatre vice-présidents. [...]

Billy Masethla [...] dirige l'équipe sud africaine chargée de faire appliquer l'accord de paix de Pretoria (signé en juillet dernier), est un homme à poigne. Il dirige ce qui s'appelle pompeusement le TPVM (mécanisme de vérification de la tierce partie), c'est-à-dire le groupe composé de Sud-Africains et de deux représentants du secrétaire général de l'ONU, qui a été chargé, sur le territoire congolais, de désarmer les rebelles hutus, une menace pour la sécurité du Rwanda.

À ce titre, Billy Masethla s'est chargé de ramener à Kigali huit opposants rwandais qui se trouvaient à Kinshasa, il a supervisé le rapatriement de 674 combattants hutus qui se trouvaient sur la base de Kamina et il assume pleinement les reproches qui lui ont été adressés par les Nations unies et le Haut commissariat aux réfugiés : *"Je reconnais que ces retours n'étaient pas volontaires, mais il n'y avait pas d'autre solution. Il est clair que les responsables politiques hutus, parmi lesquels des "génocidaires" connus, exerçaient une emprise sur les combattants plus jeunes, les empêchaient de décider librement de leur retour au Rwanda. Il nous fallait donc casser cette chaîne de commandement : puisque les huit Rwandais qui se trouvaient à Kinshasa ne pouvaient plus y*

rester, qu'aucun pays tiers ne voulait d'eux, j'ai fait venir un avion depuis l'Afrique du Sud. Ils étaient dans l'avion quand ils ont appris qu'ils se dirigeaient sur Kigali."

L'ancien combattant de l'ANC, qui n'a visiblement pas froid aux yeux, reconnaît cependant qu'à Kamina, les choses ont mal tourné : *"Les Rwandais, qui avaient combattu en première ligne depuis quatre ans [pour le compte du régime de Kinshasa soutenu par Paris], refusaient de rendre leur uniforme congolais, et surtout ils exigeaient que les Congolais leur paient la solde qu'ils leur devaient. Le colonel Ndanga s'est mutiné, il a abattu à bout portant deux officiers congolais avant d'être tué à son tour, puis le camp a été encerclé par l'armée congolaise. Mille combattants ont cependant réussi à s'enfuir avec leurs armes, en direction du Sud-Kivu. Mais je vous le promets, nous irons les chercher jusque-là, sans problème."*

Il est clair que les Sud-Africains sont bien plus nombreux que les 28 membres que compte officiellement la mission de Billy Masethla, et que leurs services de renseignement ont entrepris de quadriller le Congo, pour y retrouver les combattants Interahamwe (miliciens hutus) qui tentent encore de s'y cacher. C'est ainsi que dans une maison de Kinshasa, Billy Masethla et les siens viennent de découvrir une vingtaine de Hutus rwandais dotés d'AK 47, de 2 000 cartouches, de systèmes de transmission flambant neufs. Des équipements qui ne leur avaient pas été offerts par les Forces armées congolaises...

Qui donc poursuit encore cette guerre de l'ombre et continue à armer les Hutus qui se réclament désormais des FDLR (Forces démocratiques pour la libération du Rwanda) et menacent toujours Kigali ?

Les Congolais assurent qu'ils n'y sont pour rien, les Sud-Africains, à demi-mot, soupçonnent un pays membre du Conseil de Sécurité, c'est-à-dire la France. Masethla admet volontiers que ses actions musclées font des vagues au Conseil de sécurité, que les rapports avec la Monuc [*force d'observation de l'ONU*] sont tendus.

Mais Masethla n'en a cure : *"Huit ans après le génocide, il est temps de régler le problème, de supprimer la menace que représentent les Interahamwe. Il faut bien que le job soit fait, que quelqu'un se salisse les mains. Si on était intervenu dans les camps de réfugiés rwandais, en 94-95 au lieu de laisser pourrir le problème, deux guerres auraient pu être évitées."*

[Ainsi donc la France procurerait encore, à des forces héritières du génocide de 1994, « des systèmes de transmission flambant neufs » (sans parler des AK 47 et de leurs munitions) ?].

Observatoire de l'Afrique centrale (Obsac), Rwanda. *Le dernier rapport de l'ICG : Kigali dénonce nommément deux responsables comme étant des "taupes" de la France, 26/11/2002 :* « L'International Crisis Group (ICG), une ONG privée dont le siège social est basé à Bruxelles, mais qui a également des bureaux de représentation à Washington, New York, Paris et Londres et des antennes en Afrique, en Asie et en Amérique latine, a des projets de recherche et d'information qui couvrent certains pays en guerre ou dans des zones d'instabilités politiques. En tant qu'ONG internationale, l'ICG fonctionne grâce au financement de certains pays et fondations du monde occidental. Chaque pays ou organisme donateur peut choisir de financer un projet spécifique qui correspond à ses intérêts politiques ou idéologiques.

En ce qui concerne l'Afrique, il existe quatre projets de suivi de situation : l'Afrique centrale (plus spécifiquement le Burundi, la RD Congo et le Rwanda), la Corne de l'Afrique (plus spécifiquement le Soudan et la Somalie), l'Afrique australe (le Zimbabwe, évidemment) et l'Afrique de l'Ouest (la Sierra Leone et le Liberia). Ces quatre projets sont supervisés par deux codirecteurs. Ces derniers se sont repartis les champs de compétence : l'un, Américain, s'occupe de l'Afrique australe et de la Corne de l'Afrique, tandis que l'autre, Française, s'occupe de ce qui se passe en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest.

De prime abord, cette division du travail indique que les deux personnes en question sont responsables de zones où leurs pays respectifs possèdent des agendas politiques bien arrêtés. Et si l'on ajoute à cela le fait que le financement de l'ICG provient également en grande partie de ces deux pays, on est en droit de se poser des questions sur leur neutralité ou leur impartialité.

Le projet Afrique centrale, par où le scandale arrive, est de plus dirigé par un chercheur français, François Grignon, et il est basé à Nairobi, au Kenya. Sa mission consiste à couvrir les événements sociopolitiques dans trois pays (Burundi, RDC et Rwanda) où la France a un passé "chargé", notamment son implication lors du génocide rwandais de 1994, [... *et*] le soutien logistique et politique accordé depuis en sourdine à ce qui reste du régime Habyarimana ; ceci dans le but inavoué de renverser un jour le régime actuel à Kigali – [...] plus spécifiquement, [...] l'appui occulte des services français aux ex-FAR et Interahamwe opérant sur le territoire congolais. [...]

Récemment, suite à la publication du dernier rapport de l'ICG sur le Rwanda, le gouvernement de ce pays dénonçait nommément (fait extrêmement rare), les agissements de deux responsables français de l'ICG, Fabienne Hara (la codirectrice Afrique) et François Grignon (le directeur du projet Afrique centrale) [...] : *"Ce qui devient de plus en plus évident, c'est que des responsables individuels au sein de l'ICG, comme François Grignon et Fabienne Hara ont délibérément utilisé l'ICG pour mettre de l'avant l'agenda destructeur d'organisations négatives, y compris celui de groupes connus et reconnus comme terroristes, comme l'ALIR. En fait l'ICG et ces deux individus en particulier servent comme agents du gouvernement français dont l'attitude hostile vis-à-vis du Rwanda n'est un secret pour personne."* [Traduction de l'anglais par l'Obsac]

Sur un autre registre, dans le cas du Burundi et de la RDC, depuis avril 2001, l'Obsac ne cesse d'alerter l'opinion internationale quant à la dérive partisane (partialité, manque de maîtrise du dossier et même affirmations risquant d'alimenter la haine ethnique) dont font montre les deux même personnes dénoncées aujourd'hui par Kigali. [...]

On peut donc se demander, indépendamment de la dénonciation du gouvernement de Kigali, si l'ICG n'est pas un peu représentatif d'une problématique plus générale. Au cours de la guerre froide, par exemple, il allait de soi de considérer certaines institutions ou organisations, soi-disant indépendantes, comme inféodées ou infiltrées par l'un ou l'autre des grands blocs qui s'opposaient sur la scène internationale et qui se partageant le monde en sphères d'influences plus ou moins bien déterminées. [...] Cette opérationnalisation d'organisations que nous qualifierions aujourd'hui comme étant de la "société civile", semblait aller de soi pour les services de renseignements de l'Est et de l'Ouest. Ces organisations bénéficiaient de l'appui occulte ou officiel de réseaux de financement. Ces derniers, loin de disparaître complètement avec la fin de la guerre froide, se sont parfois transformés en entités autonomes, souvent empreintes de dérives mafieuses. Nous pourrions mentionner ici l'expression "Françafrique" [...] comme représentative de ces dérives du monde de l'après guerre froide.

Il est extrêmement difficile d'identifier la mouvance de ces réseaux d'influence et d'actions occultes. Ce qui est certain, c'est que le genre d'institution représenté par l'ICG, ainsi que les "think tanks" de tout acabit, financés par des gouvernements et des bienfaiteurs privés du calibre de M. George Soros (pour ne nommer que le plus visible des nouveaux mécènes de la démocratie et de la société de droit mondialisé), font partie des mécanismes de marketing politique haut de gamme des sociétés capitalistes modernes. Aux États-Unis, sous l'influence des think-tanks de droite et d'extrême-droite par exemple, le Parti républicain s'est transformé, en moins d'une quinzaine d'années, en un véritable parti idéologique qui a changé la donne de la scène politique américaine. [...] En matière de politique étrangère, [... *ils*] infléchissent la politique étrangère des États-Unis en saturant les médias de spécialistes instantanés.

[...] Au-delà du cas concret de l'ICG, c'est donc de cette multitude d'ONG dans les pays en soi-disant développement dont il s'agit. En effet, après les missions "civilisatrices", le *White man's burden* d'hier, Église catholique en tête, avant et pendant la période coloniale, c'est maintenant au tour d'un autre genre de missions "salvatrices" d'envahir l'hémisphère sud comme autant de sauterelles pendant la sécheresse. Il s'agit bien sûr des ONG des droits humains, de prévention de conflit, de développement, des humanitaires, etc., etc. [...] On prend les mêmes et on recommence : les bailleurs de fonds sont essentiellement les mêmes et les agendas cachés demeurent finalement inchangés. [...]

Les ONG occidentales n'échappent pas à la logique et aux agendas de leurs bailleurs de fonds, sans mentionner l'influence du copinage entre compatriotes expatriés en terres exotiques. Dans le cas de l'ICG, cela n'étonnerait personne que la France et les États-Unis envoient leurs honorable correspondants œuvrer sous la couverture de telles organisations qui se présentent, pour la plupart comme des humanitaires, des trucs de prévention de conflit ou même de développement (mais lequel et pour qui?). La France plus que les autres, s'est fait attraper plus souvent qu'à son tour à ce petit jeu. [...] »

[Nous apprécions les points de vue de l'Obsac et les partageons souvent. Si nous citons longuement cette analyse, c'est qu'elle pose des questions essentielles dans le domaine de l'information – où Billets essaie d'exercer sa vigilance. Nous n'avions pas lu ce texte avant de rendre compte du rapport de l'ICG sur le Rwanda (Billets n° 109, Lire), mais cette lecture n'aurait pas forcément changé notre propos.

Structurellement, l'Obsac vise juste. Les puissances occidentales ont des propagandes à diffuser ; elles sont organisées à cet effet ; les vecteurs les plus efficaces sont les organes "crédibles" de la société civile. Les médias sont la première cible de cette stratégie. Mais les diverses formes d'ONG ne sont pas à l'abri.

L'Obsac a raison de souligner le critère de l'indépendance financière. Celle de l'ICG n'est pas évidente.

Mais le raisonnement devient dangereux s'il se généralise. D'abord, il est difficile d'amalgamer des think-tanks para-publics, à la vie associative très réduite, avec des mouvements de solidarité historiquement repérés. Il y a des ONG vraiment non-gouvernementales, portées depuis longtemps par un idéal de solidarité. Même si cet idéal a pu parfois être abusé ou instrumentalisé, on ne peut nier son existence. C'est même la moelle de la vie en humanité.

C'est à cause de la confiance qu'elles inspirent qu'il est tentant d'essayer d'infiltrer les associations de solidarité. Mais il n'est pas forcément aisé de les "retourner", ne serait-ce qu'à cause du grand nombre de citoyens impliqués : la Françafrique n'a pas les moyens de tous les acheter ! Et il ne faudrait pas que l'observation de son cynisme amène à croire que le cynisme a conquis tous les esprits.

Bref, il y a beaucoup d'ONG qui ne sont pas des instruments de leur gouvernement ; une grande majorité de leurs militants ne sont pas d'"honorables correspondants" ; et même ces derniers peuvent dire ou écrire des choses justes...

Observons enfin que le point de départ de cette analyse est une polémique lancée par Kigali. Un missile de plus dans la bataille entre Services français et rwandais. Or les seconds n'ont plus grand chose à envier aux premiers en termes de coups fourrés, au détriment du débat public et de la démocratie. Finalement, c'est cette dernière qui est en cause à Paris et à Kigali.]

Le Figaro, Une commission d'enquête se penche sur les ventes d'armes de Thomson-CSF, 17/12/2002 (Caroline DUMAY) : « Une commission enquête depuis plusieurs années sur les pots de vins que des proches collaborateurs du président sud-africain Thabo Mbeki se sont alloués en négociant les programmes massifs d'achats d'armement du pays en 1999. Et voilà que la presse parle maintenant des dessous de table que la compagnie française Thomson-CSF aurait alloués au vice-président sud-africain Jacob Zuma pour qu'il fasse "un effort" en faveur des Français. [...] Le *Mail* and *Guardian* du 29 novembre [...] dévoile] des extraits du rapport de William Downer, l'un des principaux enquêteurs des "Scorpions", l'unité d'élite de la police sud-africaine. À en croire l'hebdomadaire, [...] Jacob Zuma et Alain Thetard, représentant de Thomson-CSF en **Afrique du Sud**, se seraient rencontrés en novembre 1998 et en mars 2000 pour faire aboutir cet accord. "Puis-je vous rappeler que les deux principaux objectifs de l'effort requis par Thomson sont : 1. Protection de Thomson CSF pendant l'enquête. 2. Soutien total de Jacob Zuma pour des projets futurs", écrivait Alain Thetard à son supérieur.

Thomson-CSF et sa filiale sud-africaine ADS (African Defence Solution) faisaient partie d'un consortium qui avait emporté en décembre 1999 le marché de quatre corvettes pour une valeur d'environ 0,5 milliard d'euros. C'est par le conseiller financier de Jacob Zuma que le pot aux roses a été découvert. Shabir Shaik [...] était alors directeur de Nkobi Inv., une société qui avait des intérêts financiers dans ADS. Convoqué à la Cour en mai prochain, Shabir Shaik devra expliquer aux Scorpions pourquoi Thomson international a versé 50 000 euros à son entreprise le 30 septembre 1999. Cette somme est officiellement justifiée par l'achat de dix actions de la filiale locale de Thomson. Ces actions n'étaient pourtant cotées la veille pas plus de 1 000 rands chacune !

"Tout le monde peut nier, et nous ne sommes pas là pour commenter. Mais je pense qu'il n'est de secret pour personne que nous sommes déplacés un peu partout dans le monde pour enquêter sur ces allégations" a déclaré Siphon Ngwema, porte-parole des Scorpions. Les enquêteurs de l'unité d'élite de la police sud-africaine se sont en effet rendus l'an dernier en France, à l'île Maurice et un peu partout dans le pays pour compléter leur enquête. Bien décidés, quelle qu'en soit la difficulté, à ressortir quelques cadavres du placard. »

[L'implantation de Thomson CSF (aujourd'hui Thales) en Afrique du Sud est presque aussi ancienne que celle de la Françafrique au pays de l'apartheid. Les héritiers de ces réseaux de corruption s'efforcent désormais de faire entrer dans leur jeu ceux qui ont triomphé de l'apartheid. Mais il y a peu d'hommes d'État français en état de faire la leçon à leurs collègues sud-africains.]

Début janvier 2003

Billets et Survie déménagent

au 210 rue Saint-Martin, 75003-Paris

Le propriétaire de nos locaux du 57 avenue du Maine ayant mis fin à notre bail, il nous a fallu en trouver de nouveaux. Un peu plus spacieux, ils nous permettront de mieux faire face à la croissance de nos activités, et à celle de l'association Biens publics à l'échelle mondiale (BPÉM), colocalitaire. Ce déménagement, et l'envol des loyers parisiens, engendrent des frais très importants et un surcoût non négligeable. Nous invitons ceux de nos lecteurs qui en ont la possibilité à

un soutien exceptionnel de 20 € ou 50 €

(à l'ordre de Survie : vous recevrez en retour un reçu

donnant droit à une déduction fiscale).

Ceux de nos lecteurs qui ne sont pas encore abonnés peuvent soutenir notre travail en **s'abonnant**. Nos tarifs, très bas, ont été relevés. Nous laissons cependant la possibilité d'un abonnement "faible revenu".

Nom, Prénom :

Adresse :

Je règle un abonnement annuel :

En France (20 €) À l'étranger (25 €)

De soutien (30 €) Faible revenu (16 €) **LIRE**

Virginie Mouanda, *Les Âmes de la Forêt*, Éditions des Écrivains, 2002.

Pour un peuple, le pire des dénis de justice est atteint quand il n'est pas seulement écrasé, mais quasi effacé de la mémoire universelle par une propagande hégémonique qui le voue aux poubelles de l'histoire. Tel n'est pas le cas, par exemple, du peuple sahraoui, dont la résistance à l'annexionnisme chérifien a trouvé des relais. Mais qui, en France, a échappé aux fables racontées sur Cabinda : « partie de l'Angola », curieusement séparée de ce grand pays par l'ex-Congo belge et le puissant fleuve Congo, ce morceau d'Afrique n'aurait eu de velléités sécessionnistes que manœuvrées par les puissances occidentales et leurs compagnies pétrolières. Il a, c'est vrai, comme d'autres anciennes colonies, le malheur de regorger d'or noir. Le roman de Virginie Mouanda nous permet de comprendre comment nous avons été trompés par trois décennies d'un consensus insidieux.

Si le rattachement de Cabinda à l'Angola a été si universellement « gobé », c'est qu'il ne venait pas seulement d'un artifice de l'ancien colonisateur portugais, si acharné à préserver son empire : il rencontrait étonnamment, en ces temps de guerre froide, les calculs des Russes, des Américains, des Français et de leurs alliés africains. Les populations du Cabinda n'avaient plus qu'à passer à la trappe. Elles ne s'y résignèrent pas, et leur résistance suscita une répression atroce. Mais comme ce petit peuple d'un peu plus de cent mille habitants n'était le martyr d'aucun des deux camps – celui de la Révolution et celui de la Liberté –, son écrasement pouvait rester aux oubliettes.

Était-il encore possible d'exprimer un refus devant pareil étouffement et son corollaire, l'indifférence des médias ? Un essai indigné aurait sans doute été victime de trop de préjugés. Virginie Mouanda s'est longtemps posé la question : comment faire comprendre notre détresse ? Elle a forgé une réponse : la voie du roman. Un choix risqué. Mais en plaçant une partie de l'histoire sous le regard d'Albino Santos, naufrageur portugais de Cabinda, si incapable de se détacher de cette terre qu'il y revient mourir, l'auteur a inventé un parfait antidote au manichéisme qui eût ruiné son projet. Elle suit aussi la descendance métisse d'Albino dans les affres de la « décolonisation » : le métis est un refus vivant du racisme et des visions simplistes de l'aventure humaine.

La romancière fait donc coup double : elle nous apporte le surcroît de culture et d'humanité qu'induit tout vrai travail d'écriture ; elle nous fait entrer au cœur de l'une de ces tragédies africaines dont la mémoire et l'intelligence sont indispensables si l'on veut construire un : « Plus jamais ça ! ».

La tragédie se prolonge d'ailleurs avec la répression angolaise. Il n'y a pas de remèdes simples au découpage de l'Afrique par la colonisation. La multiplication de micro-États pétroliers n'est pas davantage une solution que le nettoyage ethnique des contrées de l'or noir (au sud du Nigeria, du Soudan, du Tchad...). Un défi pour la créativité politique africaine.

François LILLE et François-Xavier VERSCHAVE

On peut changer le monde À la recherche des biens publics mondiaux

La Découverte, janvier 2003, 128 p., 6,40 €

Connaissance, justice, forêts, culture, santé, océans, etc. peuvent-ils être laissés à l'abandon ou livrés à l'appétit des puissances financières internationales ? N'y a-t-il pas d'autres façons de gérer les biens les plus précieux de l'humanité, de leur accoler de nouveau le bel adjectif "public" ? N'y a-t-il pas d'autres manières pour les peuples de combattre leurs misères croissantes que de quémander des aides de plus en plus parcimonieuses et inadaptées ?

Pour les auteurs, un certain nombre de biens vitaux, de biens de civilisation, de patrimoines irremplaçables, ne peuvent être confiés aux mécanismes aveugles des "marchés". L'humanité a en mémoire qu'elle est capable d'exiger, d'obtenir et de protéger une gestion publique de ce qui lui est le plus cher, "hors de prix". Certes, cette organisation ne s'est guère encore exercée à l'échelle de la planète, mais la mondialisation nous oblige à relever le défi. Le souvenir des mouvements et militances passées, leurs résurgences multiformes, montrent qu'il ne faut pas sous-estimer la revendication d'un monde moins inique.

Climat, santé, justice, sont les trois thèmes choisis par les auteurs pour poser la démarche, avant de la situer dans un panorama plus général.

Arnaud LABROUSSE et François-Xavier VERSCHAVE

Les pillards de la forêt Exploitations criminelles en Afrique

Dossier noir n° 17 d'Agir ici et Survie
Agone, 2002, 187 p., 8 € franco à Survie

Qui a intérêt au saccage des forêts primaires africaines ? De quels crimes est-on prêt à payer cet intérêt ? Partant de nombreux exemples, en Afrique centrale et au Liberia, ce nouveau "Dossier noir" suit la piste des réseaux organisateurs du pillage. Arnaud Labrousse (pseudonyme d'un chercheur indépendant), est l'auteur d'un précédent Dossier noir, *Le silence de la forêt*. Il a poursuivi et approfondi ses recherches. Avec le concours de François-Xavier Verschave, il fait traverser au lecteur une jungle françafricaine.

L'empire cossafraïcain des jeux côtoie curieusement l'empire forestier des Rougier. Interwood, la parisienne, adore le bois des pays en guerre civile, ce qui incite la France à ménager le seigneur de la guerre libérien Charles Taylor. L'ancien ministre de la Coopération Jacques Godfrain se reconvertit dans les transports spéciaux, aidé par un général français jadis très impliqué au Rwanda. Un autre général français s'intéresse à la forêt congolaise. La Libye aussi. Du bois apatride transite par le Cameroun, grâce à Bolloré...

Un petit atlas à l'usage des Africains lésés et spoliés par ces "coupes à blanc", ou des citoyens du monde scandalisés par ce gâchis mafieux.